



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service Eau et BIOdiversité**

Projet évolutif susceptible de modifications au fil des étapes préparatoires de la procédure

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEBIO/2026-xxx du xx xxxx 2026

fixant le coefficient de compensation applicable aux projets de destruction de haies
dans le cadre du régime unique de la haie (RUH)
applicable pour le département du Var

Le préfet du Var,

VU la directive européenne n°92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

VU la loi n° 76-829 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son article 109 ;

VU la loi n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture (LOSARGA) ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, complété par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 11 ;

VU le décret du Président de la République du 15 mai 2025 portant nomination de M. Simon BABRE, en qualité de préfet du Var ;

VU le décret n°2026-829 du 28 août 2026 relatif au régime unique de la haie (RUH) ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.412-25 à L.412-27 et R.412-50 à R.412-80 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L131-1 à L131-2, ses articles R132-8 à R132-10 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 avril 2026 fixant la typologie de haies utilisée pour l'application du régime unique de la haie ;

VU l'instruction technique du 17 juillet 2026 relative au régime unique de la haie ;

Adresse postale : Préfecture – DDTM/Service Eau et Biodiversité/Mission Environnement - CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public sur RV : 98 rue Montebello à Toulon - au-dessus de la gare SNCF
Téléphone 04 94 46 83 83
Courriel : ddtm-dep@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

VU la consultation des organisations représentatives agricoles, en date du xx octobre 2026 ;
VU la consultation des associations représentatives d'élus locaux en date du xx octobre 2026 ;
VU la consultation des représentants des gestionnaires d'infrastructures et de réseaux en date du xx octobre 2026 ;
VU la consultation des associations de protection de l'environnement en date du xx octobre 2026 ;
VU la consultation d'AgroFile et de l'Union nationale des entreprises du paysage en date du xx octobre 2026 ;

VU l'avis du xx xxxx 2026 formulé par le conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) de Provence Alpes côtes d'Azur (PACA) ;

VU la mise à disposition du public menée du xx octobre au xx novembre 2026 inclus en application de l'article L.123-19-1 et l'absence d'observation formulée durant cette période ou les observations formulées ;

VU la note exposant les résultats de la mise à disposition du public ;

CONSIDÉRANT que les articles L.412-21 à L.412-28 du Code de l'environnement instituent un régime de protection des haies et imposent, en cas de destruction, la mise en œuvre de mesures de compensation ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Dispositions

Pour le département du Var, le coefficient de replantation compensatoire de base en cas de destruction de haie, applicable au titre du régime unique de la haie tel que prévu à l'article L.412-25 du code de l'environnement, est fixé à 1, c'est-à-dire, 1 mètre replanté pour 1 mètre détruit.

Pour les projets à plus fort impact nécessitant une dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées (DEP), le niveau de compensation sera rehaussé selon des critères déterminés au niveau national.

L'outil numérique haie.beta.gouv.fr permettra à chaque porteur de projet de connaître le coefficient applicable à son projet en fonction de ses caractéristiques et de son environnement.

La typologie de haies mentionnée au 2° du L.412-27 du code de l'environnement est composée des types suivants:

- les haies buissonnantes basses, composées d'arbustes bas et d'autres ligneux;
- les haies arbustives hautes;
- les haies arborées.

Pour les haies implantées en bordure d'un cours d'eau, d'un canal, d'un plan d'eau ou d'une mare, le type de haie est complété par la mention «ripisylve».

Article 2 : Sanctions et mesures de contrôle

Seront punis des peines prévues à l'article R. 415-1 du Code de l'environnement toutes infractions aux dispositions du présent arrêté.

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents mentionnés à l'article L.415-1 du Code de l'environnement et chargés de constater les infractions.

Article 3 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture du Var.

Il est mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Var pendant une durée égale à sa validité. Il est mis en ligne sur le portail de l'État de la préfecture du Var à l'adresse : www.var.gouv.fr.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions des articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, adressé à M. le Préfet du Var ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique ;

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans ce même délai.

Le tribunal administratif peut-être saisi par voie dématérialisée via « télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ». Le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

Les recours transmis par voie postale doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception

Article 5 : Exécution et transmission

Le secrétaire général de la préfecture du Var, les sous-préfets de Draguignan et Brignoles, les maires du département du Var, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la directrice départementale de la protection des populations du Var, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur territorial de l'office national des forêts, le commandant du groupement de gendarmerie du Var, le directeur interdépartemental de la police nationale, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, les fonctionnaires et les agents

commissionnés et/ou assermentés à cet effet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Fait à Toulon, le
Le Préfet du Var,

xxxxxxxxxx

Simon BABRE